

difficile de faire son premier discours ici. Au nom de mes collègues, je tiens à les féliciter très sincèrement.

J'aimerais aussi féliciter le chef de l'opposition de la façon dont il s'acquitte de son nouveau rôle. Il dirige ses troupes aussi bien que lorsqu'il était premier ministre et je suis certain que cela durera, et j'espère que cela durera pendant des décennies. J'aimerais aussi féliciter le premier ministre d'être devenu premier ministre de notre grand pays, et je lui souhaite honnêtement tout le succès possible dans les jours à venir.

**Des voix:** Bravo!

[*Français*]

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, le premier ministre (M. Clark) a annoncé, hier, dans le discours du trône, son intention d'adopter une série de mesures durant cette session. Certaines de ces mesures sont bonnes, et nous les appuierons. L'intention du nouveau gouvernement d'effectuer certaines réformes visant à accroître le pouvoir du Parlement, le désir manifesté par ce même gouvernement de présenter un projet de loi sur l'accès à l'information sont autant de gestes que nous sommes prêts à appuyer. Les relations fédérales-provinciales sont, pour le moment, plus harmonieuses. Enfin, pas de confrontation avec les provinces. Nous sommes complètement d'accord avec cette attitude.

[*Traduction*]

Trêve de compliments, monsieur l'Orateur!

**M. Knowles:** Cela n'a pas pris beaucoup de temps.

**M. Broadbent:** Hier, j'ai eu le plaisir de me joindre au premier ministre et aux chefs des autres partis pour rendre un hommage mérité à un ancien premier ministre, John Diefenbaker. J'ai alors dit qu'une des choses qui avaient caractérisé M. Diefenbaker était sa façon de voir le Canada comme un pays qui était beaucoup plus que la somme de ses régions. Quand j'ai entendu le discours du trône plus tard dans la journée, je dois dire que le gouvernement d'en face et le premier ministre actuel m'ont fait voir une vision bien différente.

Le premier ministre a dit dans le discours du trône, et ce sont ses paroles et celles du cabinet, qu'ils avaient reçu le mandat d'apporter quelque changement. Je suis d'accord avec cela. Je pense que la population canadienne d'un océan à l'autre veut effectivement un changement. Elle en a donné l'occasion au parti conservateur. En fait, il y a bien eu la bonne volonté de tous les Canadiens, ceux qui ont voté pour le parti du premier ministre et ceux qui ont voté pour le parti libéral, pour notre parti et pour le parti créditiste cet été. Mais il faut se demander comment on s'est acquitté de ce mandat. Comment a-t-on envisagé dans la réalité ce mandat d'apporter un changement, au cours des quatre mois et demi qui se sont écoulés depuis l'accession au pouvoir du gouvernement?

Nous souscrivons à tous les bons points inscrits dans le discours du trône, notamment la suppression de toute forme de confrontation dans notre système fédéral et l'intérêt réel qu'on manifesterait à l'endroit des autres régions et de leurs préoccupations avant de prendre des décisions les concernant. Je reconnais l'intérêt que porte le premier ministre à nombre de sujets, mais, à mon avis, ce qui a fait défaut cet été, et dans le discours du trône d'hier, c'est l'absence d'une vision de notre grand pays comme étant plus qu'une simple réunion de diverses régions. Si je devais comparer devant vous le discours du trône et l'attitude de l'actuel premier ministre à ceux de feu

*L'Adresse—M. Broadbent*

M. Diefenbaker, je vous ferais constater que même si M. Diefenbaker affirmait à l'époque que notre pays était plus que des régions rassemblées sous une même tête, aujourd'hui, le présent gouvernement et son attitude nous portent à croire autre chose, c'est-à-dire que notre pays est composé d'entités distinctes.

A mon avis, si le gouvernement maintient sa politique actuelle, le Canada aura à faire face à de grandes difficultés sur le plan de l'unité nationale, et cela pour des raisons entièrement différentes de celles qui ont engendré la désunion sous le gouvernement précédent. C'est une chose que d'exiger un changement d'attitude, et l'on sait que les attitudes comptent beaucoup dans les politiques; mais c'en est une autre que de chercher à orienter la politique nationale de façon à ce qu'elle entraîne le démantèlement d'une nation dépourvue d'une grande perspective nationale qui lui permettrait d'unir son peuple.

En tant que citoyen canadien je crains sérieusement, monsieur l'Orateur, que le nouveau gouvernement conservateur ait eu une réaction un peu trop vive devant les actes posés par son prédécesseur. Ceci dit, j'aimerais consacrer les prochaines minutes à discuter de la réponse du chef de l'opposition. Je suis sûr que les députés ministériels et ceux de mon parti ont écouté avec une stupéfaction mêlée d'horreur les propos de l'actuel chef de l'opposition qui a voulu nous faire croire, comme il l'a fait des années durant, qu'il est le seul à parler pour le Canada. Nous connaissons cette rengaine, parler du déjà-vu.

Et pourtant, où était le chef de l'opposition et le parti libéral lorsque nous avons perdu notre marine marchande sur la côte ouest et sur la côte est, il n'y a pas si longtemps? Où étaient les libéraux lorsqu'il s'agissait de trouver une stratégie pour sauver l'industrie du textile, de la chaussure et du meuble qui périssait au Québec, et qui, si elle ne disparaissait pas tout à fait, connaissait tout au moins de graves difficultés. Où étaient les libéraux et où était le premier ministre actuel, lorsque les Canadiens des Prairies réclamaient l'application rapide du rapport Hall qui aurait doté la région du transport ferroviaire, des wagons fermés et des ports terminaux dont avaient besoin nos agriculteurs de l'Ouest. Où étaient alors les libéraux? Où étaient-ils au Cap-Breton, alors qu'il aurait fallu fournir à la sidérurgie les capitaux nécessaires qui auraient apporté des emplois à la région au lieu de ces quelques miettes qu'on leur a jetées en aide? Ce sont toutes ces erreurs qui ont provoqué la désunion du pays, c'est le parti libéral et le parti libéral seul qui était alors au pouvoir et qui en est la cause.

Mais une des principales causes du dissentiment qui a surgi dans notre pays, de la Colombie-Britannique, à l'ouest, à Terre-Neuve, à l'est, c'est la question de nos ressources naturelles. Pendant toutes les années que j'ai passées ici, le parti qui siège à ma droite à l'exception d'une trêve de quelques années, a constamment appuyé et même adopté des politiques qui nous ont amenés à vendre nos ressources à vil prix, dans une région après l'autre, au lieu de développer la nation et d'en faire un pays industriel fort, fondé sur l'exploitation de ses ressources. Ce sera la condamnation la plus grave du parti libéral par l'histoire. Le chef de l'opposition actuel est donc bien mal venu à présent de sermonner le premier ministre ou qui que se soit sur ce sujet.

**Des voix:** Bravo!